

Rétention des immigrés en Espagne: Les centres de la honte

DRAME. Plusieurs ONG espagnoles sont montées au créneau depuis le 4 février 2012 pour demander au gouvernement espagnol la fermeture des centres d'internement des étrangers. Motifs? Insalubrité, violences et maladies.

PAR ABDELHAK NAJIB



Le problème des centres d'hébergement et d'internement des immigrés en Espagne ne date pas d'aujourd'hui. Depuis exactement dix ans, ils connaissent un engorgement sans précédent avec le flux des immigrés clandestins qui finissent dans des structures d'accueil avant leur refoulement. Aujourd'hui, c'est la section catalane de SOS Racisme qui a appelé, de nouveau, le gouvernement espagnol à fermer les centres d'internement des

étrangers. Pour SOS racisme, les mesures prises par le gouvernement en vue d'améliorer les conditions de vie des pensionnaires sont tout bonnement «insuffisantes». Parmi les points de désaccords figure l'annonce par le ministre espagnol de l'Intérieur de redéfinir les prérogatives des forces de sécurité concernant la gestion des ces établissements. En effet, le nouveau gouvernement dirigé par Mariano Rajoy prévoit de céder le quotidien de ces centres à d'autres institutions tandis que

Les centres d'internement sont des prisons à ciel ouvert.

la police nationale aura un rôle strictement sécuritaire. Pour les ONG espagnoles, la fermeture des neuf centres d'internement des étrangers en Espagne est justifiée par le fait que cette nouvelle législation «ne garantit pas les droits humains des pensionnaires.» Pour la société civile espagnole qui a travaillé dans les neuf centres depuis 5 ans, «ces centres sont incompatibles avec la démocratie et l'Etat de droit. Des personnes y sont retenues et privées de leur liberté pour la simple raison qu'elles ont

commis un délit administratif». Depuis le 4 février 2012, ce sont plus de 140 ONG espagnoles qui demandent des inspections, des poursuites et un état des lieux pour montrer à l'opinion publique espagnole et mondiale que des milliers d'immigrés, sont «traités comme des criminels dans des endroits opaques où les droits fondamentaux des personnes sont bafoués.» Le point de non-retour a été atteint, début janvier 2012 avec la mort d'un ressortissant guinéen à Barcelone, dans un centre d'internement pour étrangers. Selon les chiffres avancés par SOS racisme Espagne, ce sont plus de 200 Marocains qui sont parqués dans les seuls centres de Catalogne. Leur quotidien est émaillé de bagarres, de rixes et d'affrontements avec les services de sécurité, sans oublier le manque d'eau, une mauvaise alimentation, le froid et le manque de soins en cas de maladies.

Absence de soins

Dans ce sens, les ONG espagnoles attirent aussi l'attention sur le fait que depuis 5 ans, ce sont plus d'un millier de ressortissant africains et maghrébins qui ont eu de sérieux problèmes de santé. Difficultés respiratoires, maladies de peau, sans parler des complications rénales dues au manque d'eau ou encore quelques tentatives de suicide dues essentiellement «au stress et aux états dépressifs», comme le soulignent les responsables de SOS Racisme Catalogne.

Dans un rapport détaillé, corroboré par plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme en Andalousie et au Pays Basque, les centres d'internement pour étrangers appartiennent à un

autre âge. Et depuis le flux d'autres immigrés venus d'Afrique du Nord avec les révolutions arabes ou d'Afriques sub-saharienne, plusieurs centres sont livrés à eux-mêmes. Ni contrôle sanitaire, ni visites médicales, encore moins une présence policière pour assurer la sécurité des pensionnaires. Le maître mot est alors la débrouillardise pour survivre.

Mineurs isolés

Sur un autre plan, celui des immigrés mineurs, sans familles, les problèmes sont plus graves. En juillet 2011, une centaine de mineurs au total ont été victimes d'une grave intoxication alimentaire dans un centre d'accueil. La grande majorité d'entre eux (83) était constituée de pensionnaires marocains du centre d'accueil de «La Esperanza» à Sebta. Les autres, dont la nationalité n'a pas été précisée par les sources espagnoles, venaient du centre de «Punta Blanca» à Sebta. Ce qu'il faut savoir, c'est que le centre de «La Esperanza» abrite de jeunes Marocains qui essaient d'émigrer clandestinement dans la péninsule ibérique.

Ces jeunes sont récupérés par la police et confiés au centre, pour leur réinsertion. Là aussi, les ONG sont claires. La situation des centres pour mineurs est tout aussi grave. La solution réside pour les responsables espagnols, dans une gestion différente qui se penche sur chaque cas pour garantir aux mineurs d'abord de meilleures conditions de vie, une formation utile en vue de leur réinsertion ou alors un retour au pays d'origine, le Maroc, avec un diplôme en poche et une promesse de travail en prime. Ce qui est loin d'être le cas ■

Quand l'Espagne délocalise l'internement des mineurs

Ils sont plus de 5.000 mineurs recensés dans les centres d'accueil qui devaient être expulsés d'Espagne depuis 2006. Le gouvernement espagnol et son homologue marocain ont trouvé un terrain d'entente avec l'ouverture de deux centres. L'un à Tanger, l'autre à Marrakech. Ce projet a été doté d'une enveloppe budgétaire de 2,1 millions d'euros et s'inscrit dans le cadre du Plan de développement transfrontalier (PDT) 2009-2012.

L'un de ces centres d'une capacité de 40 places, a été aménagé sur trois hectares à la commune de Taghramt à Fahs Anjra, sur le site d'une ancienne caserne militaire, pour accueillir des enfants rapatriés, âgés de moins de 14 ans. La création des ces centres a été fortement déconseillé par plusieurs ONG, et notamment par le rapport de l'UNICEF de 2006. Celui-ci avait déconseillé explicitement la création de centres pour regrouper ou retourner des mineurs sans garantir la sauvegarde de leurs intérêts supérieurs. «À tous moments, la défense des droits fondamentaux des mineurs doit prévaloir sur leur condition d'immigrés clandestins», recommande en conclusion le rapport de l'Unicef. Pourtant, encore aujourd'hui, des milliers de mineurs sont parqués dans des centres en Espagne dans l'attente d'un avenir incertain ■